

**ARRETE MUNICIPAL N° ARR-2024-12**

Règlementant la circulation sur la commune de  
**PERCY-EN-NORMANDIE** du 29 janvier 2024 au 26  
avril 2024, pendant les travaux de déploiement de  
la fibre optique réalisés par l'entreprise STEPELEC

Charly VARIN, Maire de la Ville de PERCY-EN-NORMANDIE,

- VU** le code de la route,
- VU** le code général des collectivités territoriales
- VU** la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
- VU** la loi n° 82.623 du 22 juillet 1982 modifiant et complétant la loi n° 82.213 du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et précisant les nouvelles conditions d'exercice du contrôle administratif sur les actes des autorités communales, départementales et régionales,
- VU** l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, modifié par l'arrêté du 16 mai 2001,
- VU** l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, notamment le livre I, 1<sup>ère</sup> et 4<sup>ème</sup> parties et ses arrêtés modificatifs,

Ces mesures s'appliquent exclusivement à l'intérieur de l'agglomération,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'exécution des travaux par l'Entreprise STEPELEC, sise 4 rue de la Sidérurgie à 14460 COLOMBELLES, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement dans un but de sécurité publique aux alentours des travaux,

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'Entreprise STEPELEC, sise 4 rue de la Sidérurgie à 14460 COLOMBELLES sera autorisée à réaliser occasionnellement des travaux de plantation, remplacement et recalage d'appuis en vue du déploiement de la fibre optique, sur les voies communales des communes déléguées de PERCY et de LE CHEFRESNE, à compter du 29 janvier 2024 et jusqu'au 26 avril 2024.

**ARTICLE 2 :** Le stationnement est interdit dans l'emprise des travaux.

**ARTICLE 3 :** L'Entreprise STEPELEC sera responsable de la mise en place de la signalisation réglementaire en vigueur du chantier et de la remise en parfait état de la voirie après travaux.

**ARTICLE 4 :** La Gendarmerie est chargée en ce qui la concerne de l'exécution du présent arrêté.

**ARTICLE 5 :** Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- La Gendarmerie
- L'Agence Routière Départementale
- L'Intéressé

Le Maire :

- Certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- Informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Caen dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication

Fait à Percy-en-Normandie, le 27 janvier 2024

Pour le Maire de Percy-en-Normandie et par  
délégation,  
Le Maire-Adjoint,

Régis BARBIER

